

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2019

3 OCTOBRE 2019

Proposition de déclaration de révision du décret n° 5 du 24 novembre 1830 portant exclusion perpétuelle de la famille d'Orange-Nassau de tout pouvoir en Belgique, en vue de bannir toute disposition haineuse, discriminatoire ou absurde des règles constitutionnelles

(Déposée par M. Bert Anciaux)

DÉVELOPPEMENTS

Le 24 novembre 1830, le Congrès national décidait, par le décret n° 5, d'exclure à titre perpétuel la famille d'Orange-Nassau de tout pouvoir en Belgique. Cette décision fut prise quelques semaines après la proclamation de l'indépendance de la Belgique et la séparation d'avec le reste du Royaume-Uni des Pays-Bas. Les Provinces du Sud devinrent autonomes.

Cette «révolution» avait un caractère éminemment bourgeois. Les citoyens ordinaires n'y furent guère associés. S'il est vrai que le Roi Guillaume I^{er} était un souverain autoritaire (comme tous les autres souverains) et que la langue, de même que la différence de religion, ont aussi joué un rôle non négligeable, dans l'ensemble, cette révolution n'avait pas grand-chose à voir avec la démocratie ou des préoccupations sociales.

La Belgique doit principalement sa naissance à des considérations géopolitiques. La France et la puissante Grande-Bretagne n'avaient nulle envie que le Royaume des Pays-Bas devienne trop puissant. La Belgique servait les intérêts de la bourgeoisie francophone de Flandre, de Bruxelles et de Wallonie et, pour le reste, elle servait les intérêts des puissants voisins.

BELGISCHE SENAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2019

3 OKTOBER 2019

Voorstel van verklaring tot herziening van het decreet nr. 5 van 24 november 1830 betreffende de eeuwige uitsluiting van de familie Oranje-Nassau van enige macht in België, met als doel geen haatdragende, discriminerende en onzinnige bepalingen meer op te nemen in grondwettelijke regels

(Ingediend door de heer Bert Anciaux)

TOELICHTING

Op 24 november 1830 besliste het Nationaal Congres bij decreet nummer 5 om voor eeuwig en altijd de familie Oranje-Nassau van alle macht in België te verdrijven. Dit kwam enkele weken na het uitroepen van de onafhankelijkheid van België en de afscheuring van de rest van het Verenigd Koninkrijk der Nederlanden. De Zuidelijke Provincies werden autonoom.

Deze «revolutie» had een uitdrukkelijk burgerlijk karakter. De gewone bevolking werd er nauwelijks bij betrokken. Koning Willem I was wel een autoritaire vorst (zoals alle andere vorsten) en bovendien speelde de taal een belangrijke rol en ook het verschil in godsdienst. Maar al bij al kan men moeilijk beweren dat deze revolutie iets te maken had met democratie of met sociale bekommernissen.

België ontstond hoofdzakelijk vanuit geopolitieke overwegingen. Een te sterk Koninkrijk der Nederlanden was geenszins de wens van Frankrijk en van het machtige Groot-Brittannië. België diende de belangen van de francofone bourgeoisie in Vlaanderen, Brussel en Wallonië en voor de rest diende het de belangen van de machtige burens.

La noblesse «belge» ou du Sud des Pays-Bas était majoritairement francophone. La Belgique devint une monarchie constitutionnelle. Le nouveau pays devait se trouver un chef d'État qui soit acceptable aux yeux des grandes puissances européennes. Le 3 février 1831, le Congrès national désigna comme héritier de la couronne, Louis Charles d'Orléans, âgé de seize ans. Il l'emporta au vote devant Auguste de Leuchtenberg, âgé de vingt ans, fils du beau-fils de Napoléon, Eugène de Beauharnais. Lors du vote du Congrès national, Charles d'Autriche-Teschén arriva en troisième position. Mais aucun de ces trois candidats ne reçut l'aval des puissances internationales, qui étaient plus qu'étroitement impliquées dans la future configuration du Royaume de Belgique.

À titre de énième compromis, on proposa la candidature du prince Léopold de Saxe-Cobourg-Saalfeld, un veuf, membre de la Cour britannique. Ce n'est pas sans une certaine hésitation – qui tenait essentiellement au fait qu'il réprouvait le caractère démocratique de la Constitution – qu'il accepta la couronne de Belgique. Il prêta serment le 21 juillet 1831 comme premier Roi des Belges et régna sous le nom de Léopold I^{er}. Il se mit expressément aux ordres du gouvernement britannique et du Roi de France, Louis-Philippe I^{er}.

La Famille royale belge descend à l'origine de la famille allemande des Saxe-Cobourg-Saalfeld, qui sont devenus par la suite les «Saxe-Cobourg et Gotha». Cette dynastie jouissait d'une certaine popularité après le Congrès de Vienne; plusieurs de ses membres finirent par occuper les trônes de Grande-Bretagne, de Bulgarie, du Portugal et de Belgique. Les couronnes de Grèce et de Roumanie, refusées par la Maison de Saxe-Cobourg et Gotha, allèrent respectivement à la Maison de Schleswig-Holstein-Sonderburg-Glücksburg-Oldenburg et à la Maison de Hohenzollern-Sigmaringen.

En 1920, le Roi Albert I^{er} décida d'abandonner ce nom de famille. L'écusson de Saxe fut également supprimé du blason royal belge en raison des méfaits commis en Belgique par les troupes allemandes durant la Première Guerre mondiale.

Le nom de famille fut changé en «de Belgique» et une variante officielle fut créée dans chacune des trois langues nationales. En néerlandais, ce fut «*van België*» et en allemand, «*von Belgien*».

Quant au choix de la Famille royale, le peuple n'eut pas vraiment voix au chapitre. Les Belges durent tout simplement l'accepter. Ce n'était de surcroît pas le premier choix du Congrès national. Le choix en faveur

De Zuid-Nederlandse of «Belgische» adel was hoofdzakelijk Franssprekend. België werd een zogenaamde constitutionele monarchie. Het nieuwe land moest een staatshoofd vinden die aanvaardbaar was voor de grote mogendheden in Europa. Door het Nationaal Congres werd op 3 februari 1831 de zestienjarige Lodewijk Karel van Orléans aangewezen als troonopvolger. Hij versloeg in de stemming de twintigjarige August van Leuchtenberg, zoon van Napoleons stiefzoon Eugène de Beauharnais. In de stemming van het Nationaal Congres eindigde Karel van Oostenrijk-Teschén als derde. Geen van deze drie kandidaten kreeg echter de goedkeuring van de internationale mogendheden, die meer dan nauw betrokken waren bij de vormgeving van het Belgisch koninkrijk.

Als zoveelste compromis werd de kandidatuur van prins Leopold van Saksen-Coburg-Saalfeld, weduwnaar aan het Britse hof, voorgesteld. Niet zonder aarzelingen, die vooral betrekking hadden op het – in zijn ogen – verfoeilijke democratisch gehalte van de grondwet, aanvaardde hij de Belgische kroon. Hij legde op 21 juli 1831 de eed af als eerste Koning der Belgen en regeerde onder de naam Leopold I. Leopold I was uitdrukkelijk een vazal van de Britse regering en van de Franse koning Lodewijk Filips I.

Het Belgisch Vorstenhuis is oorspronkelijk afkomstig uit het Duitse Saksen-Coburg-Saalfeld, later Saksen-Coburg en Gotha. Deze dynastie was vrij populair na het Congres van Wenen; leden ervan belandden op de tronen van Groot-Brittannië, Bulgarije, Portugal en België. De door het Saksen-Coburg en Gotha-huis geweigerde kronen van Griekenland en Roemenië gingen naar het Huis van Schleswig-Holstein-Sonderburg-Glücksburg-Oldenburg voor Griekenland en het Huis van Hohenzollern-Sigmaringen voor Roemenië.

In 1920 besloot Koning Albert I om deze familienaam niet langer meer te gebruiken. Ook het wapen van Saksen werd uit het Belgische koningswapenschild verwijderd. Reden hiervoor waren de in België gepleegde wandaden door de Duitse troepen tijdens de Eerste Wereldoorlog.

De familienaam werd gewijzigd in «van België» en deze familienaam heeft een officiële variant in elk van de drie landstalen. In het Frans is dit «*de Belgique*» en in het Duits «*von Belgien*».

De keuze van de Koninklijke Familie is niet bepaald een zaak geweest van het volk. De Belgische bevolking heeft deze keuze moeten slikken. Het was bovendien niet de eerste keuze van het Nationaal Congres. De

des Saxe-Cobourg était un diktat de la France et de la Grande-Bretagne. Cette famille était de sang allemand.

L'exclusion de la famille d'Orange-Nassau était donc liée aux seuls intérêts particuliers des grandes puissances de l'époque et, peut-être aussi, de la bourgeoisie majoritairement francophone et catholique de notre pays. Ce principe d'exclusion perpétuelle n'a plus de raison d'être et contribue au maintien d'une haine «institutionnelle». Cela est en tous points contraire aux valeurs dont notre pays se réclame ou devrait se réclamer. Cet esprit de haine ou de vengeance n'est pas compatible avec les valeurs démocratiques d'un État de droit au XXI^e siècle.

La disposition de 1830, qui est considérée comme un élément à part entière de la Constitution belge, est obsolète et blessante.

Si la Belgique était encore appelée un jour à se choisir un nouveau souverain, il n'y aurait aucune raison pour qu'elle exclue une famille déterminée. La Famille royale actuelle n'a d'ailleurs pas été choisie non plus au terme d'une réflexion démocratique approfondie ni à l'aune d'un «test de personnalité» du premier souverain belge. Ce fut un choix imposé et qui n'avait rien à voir avec la démocratie ou la prééminence d'une personnalité.

S'il fallait aujourd'hui choisir une Famille royale, il faudrait procéder d'une tout autre manière; le choix devrait répondre à certains critères et non être imposé par la force ou par un abus de pouvoir. L'exclusion par avance d'une famille, quelle qu'elle soit, serait une violation du principe d'égalité et ne serait pas justifiable.

De même, on ne saurait faire le choix d'une nouvelle Famille royale en arguant des éventuelles erreurs historiques commises par ses ancêtres. La Famille royale actuelle n'est d'ailleurs pas, si l'on considère son histoire, totalement irréprochable. Notre premier souverain tout comme son fils ne furent pas des modèles en termes de progressisme ou de liberté de pensée. Ils ne s'accommodèrent jamais vraiment de la montée de la démocratie. Léopold II s'est de surcroît rendu coupable de crimes très graves lorsqu'il était «propriétaire» du Congo. On ne peut pas dire non plus que la Maison royale ait brillé par son acharnement à lutter contre la misère dans laquelle était plongée la masse laborieuse en Belgique. Entre cette Famille royale et le pouvoir de la bourgeoisie catholique francophone, les liens sont patents; la grande majorité de la population fut privée de droits durant des décennies.

familie van Saksen-Coburg werd gekozen na een dictaat door Frankrijk en Groot-Brittannië. Ze waren van Duitse bloede.

De uitsluiting van de familie Oranje-Nassau heeft dus enkel te maken met de particuliere belangen van de toenmalige grootmachten en eventueel ook van de hoofdzakelijk katholieke, francofone bourgeoisie in ons land. Ze heeft geen enkele blijvende reden en de eeuwigdurende uitsluiting kan dan ook enkel als een institutionele haat beschouwd worden. En dat is net een waarde die haaks staat op de waarden waarop ons land is gebouwd of zou moeten zijn gebouwd. Een bloedhaat of bloedwraak is niet bepaald in overeenstemming te brengen met democratische waarden van een rechtsstaat in de 21ste eeuw.

De bepaling uit 1830, die als een onderdeel van de Belgische Grondwet wordt beschouwd, is achterhaald en kwetsend.

Indien er al ooit een nieuwe koning dient gekozen te worden, dan is er geen enkele reden waarom één specifieke familie zou uitgesloten worden. De keuze van de huidige Koninklijke Familie is evenmin gebeurd op basis van een grondige democratische keuze of op basis van de persoonlijkheidsscreening van de eerste Belgische vorst. Ze werd opgelegd en had niets te maken met democratie of met sterke persoonlijkheidskenmerken.

Vandaag zou de keuze van een Koninklijke Familie op geheel andere basis en geheel andere gronden dienen te geschieden en niet op basis van macht of machtsmisbruik. Het op voorhand uitsluiten van welke familie dan ook is een schending van het gelijkheidsbeginsel en kan niet verantwoord worden.

Historische fouten door de eventuele voorouders van huidige families kunnen evenmin een grondige basis zijn voor een eventuele toekomstige keuze van een Koninklijke Familie. De huidige Koninklijke Familie is er niet bepaald een zonder zware bedenkelijke daden in het verleden. Zowel de eerste vorst als zijn zoon staan niet bekend als vooruitstrevend of vrijdenkend. Ze hebben steeds geworsteld met de groeiende democratie. Leopold II heeft bovendien heel ernstige misdrijven gepleegd als «eigenaar» van Congo. Maar ook in eigen land werd de schrijnende armoede van de arbeidende bevolking niet echt geholpen door het Koningshuis. De verwevenheid van deze Koninklijke Familie met de macht van de katholieke, francofone bourgeoisie is schrijnend; decennia lang werden rechten ontnomen aan de grote meerderheid van de bevolking.

Si l'on analyse les choses sous l'angle de la moralité, il n'y a donc aucune raison d'exclure une famille quelle qu'elle soit. Si la Famille royale actuelle a tous les droits, alors il doit en aller de même pour les autres familles.

En outre, au XXI^e siècle, la monarchie doit impérativement avoir une fonction purement protocolaire. Il doit y avoir aussi une distinction entre la vie privée du monarque ou de la Famille royale et les missions protocolaires publiques qu'ils accomplissent. Ce n'est pas aux pouvoirs publics, au gouvernement ou au Parlement qu'il revient de se prononcer sur le choix du conjoint du monarque. Il s'agit d'un choix purement personnel, indépendant des tâches publiques qui incombent au souverain et de celles qui peuvent être confiées à la Famille royale. Ce choix revient au seul membre de la Famille royale concerné et ne regarde personne d'autre. Il ne saurait être question d'en faire porter la responsabilité aux pouvoirs publics ou au gouvernement. Par ailleurs, le souverain ne bénéficie pas d'une inviolabilité intégrale.

Pour toutes ces raisons, on ne peut concevoir qu'un arrêté ou un décret du Congrès national de 1830, inspiré par un esprit de vengeance il y a maintenant presque deux siècles, restreigne voire hypothèque la liberté de choix d'un membre actuel de la Famille royale ou la liberté des représentants du peuple et donc du peuple même de choisir une éventuelle nouvelle Famille royale.

Le fait de priver une famille déterminée de quelque pouvoir que ce soit dans ce pays est contraire aux règles générales et aux principes du droit en vigueur dans notre démocratie. Cela impliquerait qu'un membre de cette famille ne pourrait pas être juge, ni être membre de l'assemblée législative (y compris après des élections démocratiques) ou d'un gouvernement. Cela voudrait dire aussi qu'il ne pourrait pas être agent de l'État ni exercer une quelconque fonction d'autorité. C'est une situation qui n'est plus acceptable au XXI^e siècle et qui est contraire aux normes et traités internationaux. En fait, elle constitue une violation des droits de l'homme puisqu'elle a pour conséquence qu'une famille est considérée comme inférieure et comme ayant moins de droits qu'une autre. C'est une disposition indigne d'une démocratie du XXI^e siècle. Et, même à supposer que la famille d'Orange-Nassau entre un jour en concurrence avec la Famille royale actuelle, ce ne serait pas encore une raison suffisante pour maintenir ce funeste décret n° 5 de 1830.

Dus op basis van een moraliteitsverslag is er niet echt een reden te vinden voor het uitsluiten van welke familie dan ook. Indien de huidige Koninklijke Familie alle rechten heeft, dan zeker ook andere families.

Bovendien is het noodzakelijk dat de functie van de monarchie in de 21ste eeuw louter protocollair kan en mag zijn. Tevens moet er een onderscheid gemaakt worden tussen het privéleven van de monarch of de Koninklijke Familie en de openbare protocolaire taken die ze vervullen. De keuze van een echtgeno(o)t(e) is niet de taak van de overheid, van de regering of het Parlement. Deze keuze is een louter persoonlijke keuze die los staat van de openbare taken die een vorst dient uit te voeren en van de taken die kunnen toevertrouwd worden aan de Koninklijke Familie. Voor die keuze is ook enkel het lid van de Koninklijke Familie bevoegd en het gaat niemand anders aan. De overheid of de regering mag er ook geen verantwoordelijkheid voor dragen. De vorst kan ook niet geheel onschendbaar zijn.

Om al deze redenen is het onaanvaardbaar dat door een besluit of decreet van het Nationaal Congres van 1830, nu bijna twee eeuwen geleden, de vrijheid van keuze door een huidig lid van de Koninklijke Familie of de vrijheid van de volksvertegenwoordiging en dus van het huidige volk in de keuze van een eventuele nieuwe Koninklijke Familie aan banden worden gelegd of gehypothekeerd omwille van een bloedwraak van tweehonderd jaar geleden.

Het ontzeggen van welke macht dan ook in dit land aan één specifieke familie gaat ook in tegen de algemene rechtsregels en rechtsbeginselen van onze democratie. Het wil ook zeggen dat een lid van die familie geen rechter kan worden, geen lid van de wetgevende vergadering (ook na een democratische verkiezing) en geen lid kan worden van een regering. Het sluit ook mensen ervan uit om ambtenaar te mogen worden of welke gezagsfunctie dan ook uit te oefenen. Dit kan in de 21ste eeuw niet meer verantwoord worden en is eveneens in strijd met de internationale verdragen en normen. De rechten van de mens worden zelfs geschonden. We gaan één specifieke familie als minderwaardig beschouwen, met minder rechten dan welke andere mensen ook. Het is een bepaling die beschamend is voor een democratie in de 21ste eeuw. Ook indien deze familie ooit in concurrentie zou kunnen treden met de huidige Koninklijke Familie, dan nog is er geen verantwoording te verzinnen om dit onzalig decreet nr. 5 van 1830 te behouden.

Il faut donc abolir ce décret haineux et mettre fin au principe d'exclusion de quelque famille que ce soit à l'exercice du pouvoir dans ce pays. Ce décret est une atteinte à l'équité. Une démocratie du XXI^e siècle ne saurait demeurer captive d'événements vieux de deux cents ans.

*
* *

Daarom dient dit haatdragend decreet van 1830 te verdwijnen en dient de uitsluiting van welke familie dan ook van de macht in dit land geschrapt te worden. Het staat immers haaks op elk rechtvaardigheidsgevoel. Een democratie in de 21ste eeuw laat zich niet leiden door omstandigheden van tweehonderd jaar geleden.

*
* *

PROPOSITION DE DÉCLARATION

Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du décret n° 5 du 24 novembre 1830 portant exclusion perpétuelle de la famille d'Orange-Nassau de tout pouvoir en Belgique, en vue d'abolir le principe de l'exclusion perpétuelle d'une famille spécifique de tout pouvoir dans ce pays.

Le 18 juillet 2019.

VOORSTEL VAN VERKLARING

De Kamers verklaren dat er redenen bestaan tot herziening van decreet nr. 5 van 24 november 1830 betreffende de eeuwige uitsluiting van de familie Oranje-Nassau van enige macht in België, om zo de eeuwigdurende uitsluiting van één specifieke familie van enige macht in dit land af te schaffen.

18 juli 2019.

Bert ANCIAUX.